

Lundi 18 mai 2009

# l'étincelle\*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

*pour la construction d'un parti des*  *travailleurs communiste révolutionnaire*

## ***Faire confluer toutes nos luttes en une seule***

Côté gouvernement, après un petit vent de panique devant la vague de séquestrations de patrons, de grèves contre les plans de licenciements, des manifestations nationales massives de janvier, mars et même du 1<sup>er</sup> mai, c'est le retour à l'arrogance : on envoie les CRS ou les gendarmes pour évacuer les salariés qui occupent leur usine, on en traîne d'autres en justice, on menace les étudiants, on répète qu'on ne changera rien à toutes ces « réformes » qui assassinent le service public...

C'est que, ces derniers mois, Sarkozy et le grand patronat ont cru à la possibilité d'une grève générale, et l'ont crainte. Face à la montée de la mobilisation aussi bien dans le secteur privé que chez les hospitaliers, les enseignants ou les postiers, gaziers et électriciens, ils l'ont senti venir, le vent du boulet de l'explosion sociale. Mais, pour l'heure, ils poussent un petit soupir de soulagement. Ils misent sinon sur une sorte de répit sur « le front social », comme ils disent, du moins sur le reflux des colères, chacune bien canalisée dans son seul secteur.

A nous, salariés des trusts de l'automobile, de la chimie et d'ailleurs et de la sous-traitance, ceux du secteur privé comme du secteur public, de les détromper. Que s'ils misent sur la petite diversion des élections européennes ou sur la « responsabilité » des principales confédérations syndicales pour empêcher que l'incendie ne se propage, ils oublient l'essentiel : la profondeur de l'exaspération du monde du travail, qui refuse de faire plus longtemps les frais de leur crise.

### **La journée du 26 mai**

Il faut dire que les 8 confédérations syndicales qui se sont félicitées de leur unité « historique » pour appeler ensemble aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai, ne se sont pas trop foulées pour confirmer les craintes gouvernementales. Elles ne se sont pas servies de leur unité retrouvée pour booster le moral des travailleurs en les invitant à unifier leurs luttes. Non. Elles se sont réunies pour appeler à une des ces journées d'action dispersées et « à la carte » dont elles ont le secret, où elles s'en remettent en fait à l'initiative de chacun pour mieux éviter, justement,

de prendre leurs responsabilités vis-à-vis des salariés. Et elles ont repoussé au lointain 17 juin une journée de manifestation nationale. Bref, cette belle unité des grands appareils n'appelle surtout pas à l'unification des luttes.

Qu'à cela ne tienne : à nous, travailleurs du rang, d'unifier nos luttes et d'imposer dans la foulée une unité d'un tout autre genre : celle qui renforce, pas celle qui fait écran.

Toutes les occasions sont bonnes pour se préparer réellement à cette grève générale que redoutent tant ceux qui aujourd'hui tiennent le manche. Même cette journée d'action du 26 mai, qui pourrait prendre un tout autre caractère que prévu si, dans bien des régions, nous décidions de nous rassembler et manifester ensemble, avec nos revendications communes, et montrer ainsi la voie à suivre.

### **Le petit épisode des élections Européennes**

Ces élections ne changeront strictement rien à notre sort en cette période où la « crise économique » sert de prétexte aux attaques tous azimuts contre le monde du travail à commencer par l'emploi et les salaires.

L'Europe des travailleurs ne viendra pas des élections, mais de la mobilisation d'ensemble des salariés, à l'échelle européenne, pour imposer l'interdiction des licenciements, 300 € d'augmentation mensuelle et un salaire minimum de 1500 € net, le contrôle des travailleurs sur les comptes et la marche des entreprises comme de ceux de l'Etat.

Ce programme, les partis de gauche, PS ou Front de gauche du PC et de Mélenchon, se gardent bien de le défendre. Si le bulletin de vote peut servir à quelque chose, le 7 juin prochain, ce sera en exprimant notre volonté d'en découdre et d'imposer ces objectifs en se prononçant pour les candidats d'extrême gauche, ceux soutenus par Olivier Besancenot ou Arlette Laguiller. Ceux qui disent clairement que la force des travailleurs viendra de la convergence de leurs luttes, de la grève générale, en France comme dans le reste de l'Europe.

## Moins d'activité = plus de travail

En même temps que ses projets de jours chômés, la direction a annoncé qu'elle généralisera les entretiens mi année pour réviser les objectifs du second semestre.

Comme en ce moment il faut redistribuer le travail des prestataires éjectés ou des collègues Renault partis dans le PRV, ces entretiens, ce sera pour réduire ou pour augmenter la charge de travail ?

## 100 % de propagande

La nouvelle convention nationale de l'Unédic permet de payer le chômage partiel 75 % du salaire brut (90 à 95 % du net). Avec son accord d'entreprise sur le chômage partiel basé sur l'ancienne indemnisation à 60 % du brut (74 à 80 % du net), la direction de Renault doit revoir sa copie.

Tiens donc ?! La direction avait annoncé sur tous les médias que son accord permettait le paiement à 100 % du chômage partiel. On savait bien que c'était du bluff !

## Jackpot pour Renault

La convention sur le chômage partiel signée le 7 mai entre Renault et l'Etat, c'est tout bénéfique pour Renault : versement par l'Etat de 7,23 € par heure chômée au lieu de 5,08 €, exonération de charges sociales sur 75 % du salaire brut au lieu de 60 %...

Résultat : les jours chômés, l'Etat prendra à sa charge non plus 55 %, mais 65 % de la masse salariale. Autant dire que le chômage partiel, on se le paie en grande partie avec nos impôts.

Les 35 % restant sont à négocier entre Renault et les salariés. Renault doit les prendre entièrement à sa charge, ce qui ferait un vrai paiement à 100 %.

## Ils ont fumé du RH

Autosatisfaction à la convention RH du 14 mai, en pleine pagaille et démotivation générale dans l'entreprise. La direction s'est félicitée notamment d'avoir atteint les objectifs de réduction de la masse salariale, y compris dans les RH. Elle est maso ?

## Mathématique ta mère

APR ou ETAM, vous êtes bloqués dans votre coefficient ? Ne cherchez plus ! Votre hiérarchie va vous expliquer pourquoi vous ne pouvez pas passer au coefficient supérieur : votre salaire n'est pas assez haut dans la fourchette de votre coefficient actuel.

Sauf que vous n'êtes pas prêts d'atteindre ce seuil. Cette année les augmentations individuelles sont réservées... à ceux qui passent au coefficient supérieur !

## Solidarité à sens unique

Initialement jour de RTT collectif, la direction voudrait faire sauter le pont du 13 juillet au nom de la « journée de solidarité » (ex-lundi de Pentecôte). Ceux qui ont posé des congés à partir du 15 juillet et prévu de partir le week end précédent apprécieront.

Chômage partiel, suppressions d'emplois, blocage des salaires... Comme si on ne donnait déjà pas assez comme ça en ce moment !

## Vestalia invente le congé partiel

La direction du GIE Vestalia (Groupement d'Intérêt Economique Renault et Veolia pour les fonctions supports des sites Renault : maintenance, courrier...) a demandé aux salariés non Renault d'attendre avant de poser leurs congés d'été. Histoire de les imposer pendant les jours de chômage partiel des sites Renault.

Sauf qu'à Vestalia, les 4 semaines de congés d'été sont à prendre avant le 31 septembre. Et sur les RTT Vestalia, 6 jours sont à la disposition des salariés.

Des droits qu'il va falloir faire respecter au cas où Vestalia voudrait passer en force.

## Double langage

Dure, la crise ? « Nous pouvons faire des choses que nous n'aurions jamais pu faire il y a quelques années. Il n'était pas possible de baisser le temps de travail. De réduire les salaires non plus... La crise nous aide à faire cela ».

C'est ce qu'a déclaré Carlos Ghosn le 13 avril dernier au Financial Times. Un langage destiné à plaire aux lecteurs-boursicoteurs de ce journal.

Ghosn n'a décidément pas le même discours lorsqu'il s'adresse à ses pairs ou aux travailleurs.

## Pelata'ché-case

Le directeur général de Renault s'est félicité qu'entre le chômage partiel, le blocage des salaires et des primes et les réductions d'effectifs dues au PRV, Renault va réduire de 20 % sa masse salariale de 2007 à 2009. Tout cela au détriment des salariés Renault et des contribuables qui financent ces aides.

Et sa prime indexée sur le free cash flow, elle va augmenter de combien ?

## Pas de self contrôle sur les prix

Il y a quand même des secteurs qui échappent à la moulinette de la réduction des coûts : les tarifs des cantines, qui viennent d'augmenter de 1,3 %.

Ce qui n'augmente pas (à part nos salaires, mais ça on le savait), c'est la subvention Renault : 1,14 €/repas en 2008.